

Institut de recherche sur le Maghreb contemporain

Bulletin trimestriel
avril - juillet
2 0 1 0

N° 3

Sommaire

p. 1 **Editorial**

p. 2 **Axes de recherches**

- La France face à son Histoire : les artistes peintres et la guerre d'Algérie, de 1954 à nos jours, par *Emilie GOUDAL*

- Les pratiques de la nationalité algérienne en situation impériale, par *Nouredine AMARA*

- Ecriture(s) de l'identité. Les écrivains algériens francophones. Colonialité, post-colonialité et pratiques littéraires, par *Kaoutar HARCHI*

- Dire en langues, par *Myriam ACHOUR*

p. 7 **Actualités de l'IRMC**

- Compte-rendu des journées d'études villes durables au Maghreb et en Méditerranée, par *Pierre-Arnaud BARTHEL* et *Lamia ZAKI*

- Compte-rendu du stage de terrain des étudiants de l'IEDES, par *Gaëlle GILLOT*

p. 11 **Publications de l'IRMC**

p. 13 **Bibliothèque de l'IRMC**

p. 15 **Informations de la communauté scientifique**

LA LETTRE DE L'IRMC

EDITORIAL

Cette troisième livraison de *La Lettre de l'IRMC*, confirme sa vocation de bulletin d'information et de liaison entre l'Institut et la communauté scientifique.

Dans un souci de réaffirmer la dimension régionale de l'Institut, les *Axes de recherches* font état des travaux de thèse en cours sur l'Algérie : d'une part sur les artistes peintres et la guerre d'Algérie, d'autre part sur les approches historiques de la nationalité algérienne, puis sur les pratiques identitaires des écrivains algériens francophones. Cette dernière thématique illustre la volonté d'introduire une réflexion sur les rapports entre littérature et sciences sociales, tout comme cela vient d'être amorcé sur les relations de la philosophie et de la psychologie avec les sciences sociales. Place est aussi faite à la présentation d'un programme de recherche sur l'anthropologie des pratiques linguistiques en Tunisie.

Deux compte-rendu sont proposés sur des récentes activités de l'IRMC, consacrées à la question du développement : l'un relatant les journées d'études organisées à Hammamet sur les villes durables au Maghreb et en Méditerranée, fin janvier 2010, en collaboration avec le CEDEJ (Le Caire) ; l'autre faisant état d'un stage de terrain accueilli dans nos murs pour le Master de l'IEDES-Paris « Développement local : acteurs et dynamiques spatiales ».

Enfin, le lecteur trouvera l'agenda d'une vingtaine de manifestations (conférences, séminaires, journées d'études, colloques) proposées ce trimestre, ainsi que les traditionnelles informations sur la vie de la bibliothèque et sur les actualités de la communauté scientifique. En outre, et à l'occasion de la foire du livre de Tunis, nous proposons un état récapitulatif de l'intense activité d'édition soutenue par l'IRMC en 2009/2010, soit dix ouvrages parus et disponibles en consultation à la bibliothèque.

Pierre-Noël DENIEUIL
Directeur de l'IRMC

LA FRANCE FACE À SON HISTOIRE :
LES ARTISTES PEINTRES ET LA GUERRE D'ALGÉRIE, DE 1954 À NOS JOURS

Emilie GOUDAL est historienne de l'art et boursière d'aide à la mobilité à l'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain. Elle est inscrite en thèse à l'Université Paris-ouest, Nanterre-La Défense où elle soutiendra une thèse intitulée : *La France face à son Histoire : les artistes contemporains et la guerre d'Algérie, de 1954 à nos jours.*

« L'art a pour fonction sociale essentielle la définition du moi collectif et sa redéfinition en fonction de l'évolution de la collectivité. Ses images, quel que soit leur degré de variété, de mystère ou d'abstraction, se fondent dans l'esprit collectif en une sorte de visage vacillant dans un miroir.(...) L'examen approfondi des œuvres d'art de quelque culture que ce soit permet de faire ressortir la vision d'elle-même que la culture en question a eue ou a tenté d'avoir à chaque époque ». (Thomas MC EVILLEY) ¹

Au sortir de la seconde guerre mondiale, la France doit faire face à l'insurrection du peuple algérien pour son indépendance. Ce conflit armé, que l'Hexagone tente à l'époque de minimiser en « campagne de pacification », puis en « événements d'Algérie », divisera durablement l'opinion quant à la légitimité de la gouvernance française outre-mer. La scission provoquée par le conflit franco-algérien, et plus largement par la remise en cause de la politique impérialiste de la France, donne alors lieu à une prise de position manifeste de la part de nombreux artistes français et algériens, mais plus encore d'une scène artistique internationale qui s'interroge.

Cette thèse tente de révéler les traces de ces engagements au travers du médium art, et plus particulièrement la peinture, en ce qu'elle incarne un matériau pour le moins vecteur de présupposé historique puisque importé par la colonisation. Au travers d'une analyse de ces œuvres, qui développent une palette iconographique et stylistique très vaste, ces travaux développent plusieurs axes de réflexions liés aux questions de l'image en tant qu'acte politique ou matériel-objet sciemment historique. Aborder la question de la représentation du conflit franco-algérien et de l'Algérie par la peinture, c'est aborder la part politique de l'image, dans un contexte où la censure d'Etat, voire l'autocensure, n'autorise pas à montrer des

représentations filmiques ou photographiques d'un conflit non énoncé, et où l'objet culturel est souvent instrumentalisé comme outil de domination. Mais loin de vouloir réduire la toile à sa dimension historique, ces recherches visent à décrypter ces œuvres en les insérant dans l'histoire même des différents mouvements artistiques qui ont rythmé ces huit années de conflit. Lorsque l'on analyse l'ensemble hétéroclite des thèmes et des formes s'engageant dans le conflit, la richesse iconographique et stylistique témoigne de problématiques diverses. Ainsi, la création picturale internationale, dont la nouvelle capitale du marché et du rayonnement migre de Paris vers New-York, est divisée entre les adeptes de la figuration sur le déclin, traduit par l'épuisement du réalisme socialiste, et les partisans d'une abstraction triomphante, synonyme de modernité. Paris reste cependant un lieu attractif pour les artistes internationaux, confirmés ou en formation, qui rapidement s'imprègnent du désordre politique déclenché par la guerre de décolonisation. Les premiers travaux en lien avec ce conflit débutent dès 1954 (au travers des œuvres de peintres communistes comme Boris Taslitsky), mais c'est bien avec les scandales des récits de torture d'Henri Alleg ou Djamila Boupacha, et plus encore avec la publication du *Déclaration sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie*, dit « Manifeste des 121 » en 1960, que les rumeurs concernant l'usage de la torture sont confirmées et que la contestation de la sphère artistique et intellectuelle prend corps. S'ensuit alors un déferlement de toiles « canonisant » les martyrs de ce conflit, qui dénoncent et condamnent la barbarie de cette guerre dont on taira, pendant des décennies, le nom. De même, est-il primordial de s'intéresser aux outils référentiels utilisés par ces artistes, qu'ils se dotent de références iconographiques à l'image de la *Liberté guida el popolo algerino* de Renato Guttuso (en référence à Delacroix), ou textuelle comme en témoignent les hommages picturaux à l'auteur de *La Question* ou *Djamila*. Se dessinent parallèlement d'autres thèmes de représentations en lien avec cette guerre, où l'évocation des manifestations de masse (à Paris comme à Alger) vient appuyer la légitimité de l'insurrection, et où la femme algérienne devient alors icône du martyr par le procédé de personnification d'une nation meurtrie et violée, à l'image d'une série de travaux de Guttuso *Algérie 61* (ill. 1).



Illustration n° 1 : Renato Guttuso, *Algérie 61*.

Il paraît donc ici essentiel d'aborder la question de la réaction des artistes face au conflit, que leur démarche soit militante ou non. Le bouleversement social, politique et intellectuel que représente l'insurrection algérienne, nous permet alors de mettre en exergue le rôle des arts dans un contexte aussi polémique. Notamment, la réaction des artistes de nationalités étrangères aux événements qui divisent l'Algérie et la France devient primordiale dès lors que cette période voit naître une volonté d'engagement international d'une sphère intellectuelle et artistique, très en lien avec la remise en cause de la perception colonialiste et impérialiste de pays comme la France ou les Etats-Unis ². Toutefois, la création d'œuvres dénonçant ce conflit, et partisans de l'indépendance du peuple colonisé, ne semble pas systématiquement garant de leur visibilité sur le plan hexagonal, du fait que les lieux d'expositions sont alors restreints et l'information médiatique contrôlée. Cette étude cherche à déterminer si la contestation artistique induit des modifications durables sur la définition du rôle et du statut de l'artiste dans la société - et ainsi de comprendre si la portée politique et la dimension contestataire de ces toiles réduisent leur valeur artistique même. L'émergence de groupes d'artistes politisés comme les Anti-procès ou les Surréalistes, mais aussi de peintres militants communistes, très investis dans le débat, révèle l'esquisse d'un discours de plus en

plus tourné vers des revendications marxistes, qui trouvera son apogée dans la « révolution culturelle de 68 ».

Ainsi, à la veille des décennies militantes que représenteront les années soixante-dix, s'amorcerait déjà, sur la question de l'Algérie, un militantisme culturel insufflé par des artistes qui, ancrés dans leur époque, redéfinissent tant par la forme que par le fond de leurs travaux la fonction même d'une oeuvre d'art. Ces peintres cherchent à réaliser des travaux « catalyseurs » d'une histoire en devenir, et voient dans le support artistique une expression de nature à palier la censure politique, protégeant l'exercice des pouvoirs alors en place.

L'étude de la réception critique de ces oeuvres et de leurs visibilité contemporaines forcent à s'interroger sur la gestion contemporaine de la mémoire collective en France. Ces oeuvres ont-elles trouvées une place sur les cimaises des musées français ? Sommes-nous aujourd'hui dans un processus d'historisation de cette guerre, ou dans une situation de mémoire vive, ou à vif, en France ? L'exemple du *Grand tableau antifasciste collectif*, réalisé en 1960, nous permet, selon Jean-Jacques Lebel, l'un des coauteurs de cette toile, de créer un lien avec « le nationalisme français, toujours foncièrement pétainiste »³ et ainsi de comprendre la contemporanéité du problème. Confisqué en 1960 par les autorités italiennes, le tableau sera enfin restitué en 1988, aux termes d'une longue bataille judiciaire. Une fois restituée, l'oeuvre prend la direction des réserves du musée d'histoire de Marseille, pour y rester inconnue. Elle ne sera finalement exposée qu'à partir de 1992 par Laurent Gervereau et Benjamin Stora dans *La France en guerre d'Algérie*, exposition désertée par la presse et le public. Ce n'est alors qu'en 1996, à l'occasion de l'exposition de Jean-Paul Ameline *Face à l'Histoire*, au Centre Pompidou, que la toile rencontre enfin le public français. Depuis octobre 2000, le tableau est exposé, mais en dépôt, au Musée d'art moderne et contemporain de Strasbourg. Le cheminement de cette oeuvre illustre la « résistance » et le manque d'impartialité à l'égard d'une mémoire que la France institutionnelle n'aurait pas encore pleinement assumée. Aussi tenterons-nous

de retrouver les traces de ce passé, éludé par la mémoire officielle, au travers des rares travaux artistiques produits ces vingt dernières années, afin de mesurer la vigilance et l'engagement des artistes français et internationaux face à cette question épineuse d'un passé somme toute non révolu.

« La sévérité de la censure, qui contraind les partisans de l'indépendance à la clandestinité, et l'arrivée dans le champ artistique d'une nouvelle génération qui n'a pas encore fait son apprentissage politique expliquent en partie la rareté des références à l'Algérie »⁴

Même si le constat de l'historien d'art Itzhak Goldberg souligne le poids d'une censure qui aurait annihilé toute conscience politique dans la jeune création, il n'en demeure pas moins qu'une nouvelle génération d'artistes instille au travers de leurs oeuvres des références évidentes à l'engagement intellectuel pour l'indépendance algérienne et de la rupture qu'elle a suscitée. Cette nouvelle génération touche ainsi au travail d'introspection d'une histoire qui semble encore aujourd'hui poser problème.

Cette thèse s'efforcera ainsi de trouver les résurgences de ce thème dans les travaux plus récents d'artistes actuels qui, conscients d'un mal-être de la mémoire, sèment et récoltent les traces d'une histoire parcellaire. En effet, il semble bien que l'empreinte de cette rupture de l'histoire mêlée de la France et de l'Algérie, reste encore palpable au travers des travaux plus récents d'artistes tels que Zineb Sedira notamment dans une vidéo intitulée *Mother, Father and I* ; Kader Attia et sa *Correspondance*, installation réalisée pour le Cité nationale de l'histoire de l'immigration ; Hellal Zoubir qui reprend dans ces toiles les codes iconographiques d'illustrations engagées extraites de revues surréalistes de 1956, ou bien encore Ernest Pignon Ernest, lequel a récemment rendu hommage aux événements du métro Charonne, en 1971, mais aussi à Maurice Audin (ill. 2), sur les murs d'Alger en 2003.

Le second objet de cette thèse porte en conséquence sur le regard de la France contemporaine face à son histoire post-

coloniale. Il sera alors question de rendre compte de la politique d'exposition des oeuvres en rapport avec la mémoire franco-algérienne. L'étude des expositions inscrites dans le cadre de *Djazair, l'année de l'Algérie en France*, en 2003, constituera une source essentielle de cette analyse. Nous tenterons alors de déterminer quelles visions la France a portée sur cette ancienne colonie, plus de quarante ans après son indépendance. Toutefois, pour retranscrire au mieux l'évolution possible du regard de la France face à cette(es) mémoire(s), cette analyse inscrit symboliquement le début de sa chronologie par les expositions françaises réalisées à partir de 1954, date du début du conflit franco-algérien. Il ne s'agit pas ici de stigmatiser la politique d'exposition de la France, ou de jouer au jeu stérile de la



Illustration n° 2 : Ernest Pignon Ernest, *Parcours Maurice Audin*.

concurrence des mémoires. Cette thèse s'applique à dresser une chronologie du thème de la guerre d'Algérie dans l'art, et à déterminer si cette mémoire manifeste une certaine dichotomie dans son traitement et si elle trouve une résonance dans la production contemporaine. Dans la mesure où les travaux d'historiens commencent réellement à se concrétiser sur ce sujet, l'histoire de l'art pourrait, au travers d'une analyse de la représentation artistique de cette guerre, contribuer au transfert d'une mémoire déchirée vers une histoire plus éclairée de cette période.

Emilie GOUDAL

1. MC EVILLEY Thomas, 1989, « Ouverture du piège : l'exposition postmoderne et "Magiciens de la Terre" », in Jean-Hubert MARTIN (éd.), *Magiciens de la Terre*, cat. exp., Paris, Centre Pompidou, p. 20-23.

2. Voir à ce propos la récente publication de Sophie Leclercq, 2010, *La rançon du colonialisme-Les surréalistes face aux mythes de la France coloniale (1919-1962)*, Paris, Presses du réel.

3. LEBEL Jean-Jacques, « la plaie ouverte » in BAJ Enrico et CHOLLET Laurent, 2000, *Grand tableau antifasciste collectif*. Paris, éd. Dagorno, p. 160.

4. GOLDBERG Itzhak, in AMELINE Jean-Paul (éd.), 1996, *Face à l'Histoire, 1933-1996, l'artiste moderne devant l'évènement historique*, cat. exp., Paris, Centre Pompidou, p. 366.

LES PRATIQUES DE LA NATIONALITÉ ALGÉRIENNE EN SITUATION IMPÉRIALE

Nourredine AMARA est doctorant en Histoire et boursier d'aide à la mobilité à l'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain. Il est inscrit en thèse à l'Université Paris 1-Panthéon Sorbonne où il soutiendra une thèse intitulée : *l'histoire de la nationalité algérienne, la constitution d'une nationalité post-coloniale dans les pays du Maghreb.*

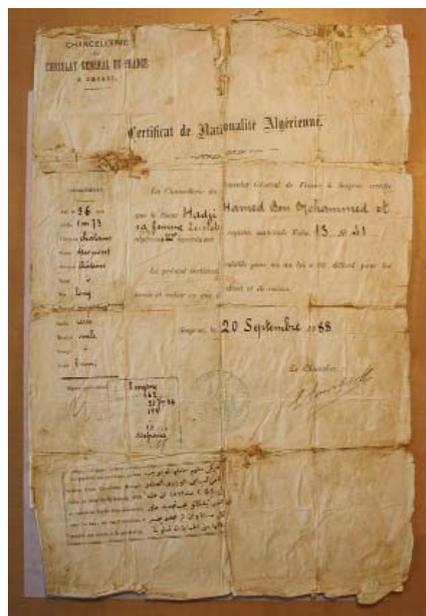
Le champ historiographique a connu ces dernières années un renouvellement des questions portant sur la nationalité et la citoyenneté en situation coloniale. Si mes travaux accordent une place essentielle aux expériences coloniales de la citoyenneté/nationalité, c'est cette fois-ci pour en étudier les effets en retour sur la nationalité algérienne. La mise en ordre juridique des Algériens relève, dans le champ politique colonial, de la négation d'une nationalité algérienne. Négation qui n'a pu faire l'économie, dans le champ juridique, d'une construction raisonnée et argumentée de ce qu'était la *qualité Algérien*. Au-delà de l'histoire française du droit et des pratiques de la nationalité française, l'espace impérial nous invite également à l'écriture de l'histoire de la nationalité algérienne par le détour de sa propre négation.

L'analyse du régime de la protection diplomatique des Algériens établis hors d'Algérie conduit à interroger les pratiques de la nationalité algérienne mises en œuvre par l'administration coloniale. Les autorités consulaires, en relation avec leurs ambassades de tutelle, le Ministère des Affaires Étrangères et le Garde des Sceaux, agissent souvent de concert dans la détermination juridique des populations admises à jouir de cette protection. Cette dernière est un corollaire de la *qualité de français* qui, conformément à la théorie de la succession des États, est reconnue aux *populations indigènes d'Algérie*. Il revient donc à définir la population indigène. Dans ce cas de figure, l'indigénat, en plus des significations que cette expression revêt dans d'autres branches du droit, notamment en droit pénal, agit comme une catégorie de droit renvoyant à une *nationalité d'origine* des populations originaires des territoires conquis par la France. Cette nationalité algérienne est règlementée par la circulaire La Valette de 1869, le sénatus-consulte de

1865, le décret Crémieux de 1870 et son décret d'application de 1871. Des textes dont la matière saisie est la définition de la qualité de Français car si l'indigénat agit bien comme un substitut à la nationalité algérienne, c'est que cette dernière est admise comme une nationalité intermédiaire entre les nationaux « Français de France » et ces Algériens admis à cette qualité de Français par les effets de la conquête. Nous pouvons avancer l'hypothèse que cette nationalité algérienne est une nationalité d'empire à usage interne au sens où ses effets juridiques s'éteignent en dehors de l'exercice de la souveraineté française. Pourtant, dans l'ordre juridique international, la qualité d'Algérien peut tout aussi bien être mobilisée par les autorités ottomanes à l'appui de leurs prétentions souveraines sur ces populations algériennes. L'analyse de l'argumentaire juridique employé à l'appui des prétentions de ces deux pays est intéressante. Elle me permettra de déplacer l'étude de cette nationalité algérienne dans le champ du droit international public. De même, elle rend indispensable la compréhension du phénomène de succession d'empires dans l'appréhension de l'indigénat algérien. Cette histoire de la nationalité algérienne en territoire ottoman gagne en intelligibilité si nous la raccordons à l'histoire des relations diplomatiques entre les puissances européennes et l'Empire ottoman. Elle déborde donc largement le cadre *stricto sensu* de la domination coloniale. Les *capitulations* peuvent s'exercer tant qu'elles ne contrarient pas trop « l'ordre public »

ottoman car celui-ci pourra être opposé aux appétences impériales de l'Angleterre. La France est amenée à limiter, de sa propre initiative, ses prétentions en matière d'immixtion dans l'exercice de la souveraineté ottomane. L'idée est de séparer le bon grain de l'ivraie des Algériens sur lesquels la France entend opposer sa sujétion à la Porte. Ainsi, l'appréciation de cas individuels pourra s'écarter de la norme juridique admise en matière de conflits de nationalité, dès lors que l'autorité française aura un intérêt certain à se défaire de ses obligations qui découleraient de la reconnaissance de la qualité français à certains Algériens. Par conséquent, l'intérêt politique prévaut souvent sur les considérations juridiques de la sorte que les autorités diplomatiques françaises préféreront toujours trancher les questions de fait sans résoudre définitivement les questions de principe attachées à la nationalité des Algériens. La Puissance française s'autorise à priver d'effets, pour elle-même, les règles du droit international qui seraient contraires et défavorables à ses intérêts supérieurs : sorte d'exception d'ordre politique impérial opposé à l'ordre juridique international.

Ce projet de recherche entend donc travailler sur les pratiques multiples de la nationalité algérienne en situation impériale. Une analyse sémantique de l'énonciation de la nationalité algérienne et de son articulation à la nationalité française est indispensable. La nationalité française aurait été, entre autres, une nationalité d'empire superposée à une nationalité algérienne d'origine qu'il reste à définir. Mes travaux en cours sur ce sujet me permettent d'avancer l'hypothèse que la « sujétion française » des Algériens, plus qu'un ordre juridique intermédiaire entre le statut d'étranger et celui de citoyen français, est l'enveloppe juridique superposée sur une nationalité algérienne. La législation coloniale en matière de nationalité et d'augmentation de capacité des Algériens recouvre une autochtonie qu'elle n'a pu annuler. Autrement dit, le langage colonial, même issu du registre juridique, à lui seul, n'a pas institué une communauté nationale dans laquelle se fonderaient Algériens et Français, à moins de lui prêter un pouvoir performatif.



Nourredine AMARA

RECHERCHE N° 3

ÉCRITURE(S) DE L'IDENTITÉ. LES ÉCRIVAINS ALGÉRIENS FRANCOPHONES
COLONIALITÉ, POST-COLONIALITÉ ET PRATIQUES LITTÉRAIRES

Kaoutar HARCHI est doctorante en sociologie des oeuvres d'art à l'École doctorale des Arts et Médias (Sorbonne Nouvelle), en accueil doctoral à l'IRMC, sa thèse s'intitule *Écritures de l'identité. Les écrivains algériens francophone. Post-colonialité et pratiques littéraires*. Elle est l'auteure d'un premier roman *Zone Cinglée* en 2009 et d'un recueil de nouvelles *Daisy Nepsy* en 2007.

Mon mémoire de cinquième année, dirigé par monsieur le Professeur Bruno Péquignot, a porté sur les modalités de réception du roman de langue française *Nedjma*¹ de l'écrivain algérien Kateb Yacine. Roman paru aux Éditions du Seuil, à Paris, en 1956. Fondant mon analyse sur trois documents distincts, j'ai pu mettre en exergue des temps de la réception auxquels correspondent, à chaque fois, des modalités d'interprétations différentes. Le premier temps que je pourrais qualifier d'*éditorial* est dominé par le mode idéologique. Le deuxième temps que l'on pourrait nommer temps *critique* laisse une très large place à la modalité esthétique. Enfin, le troisième temps, le temps *public* est littéralement fondé sur une modalité nationaliste.

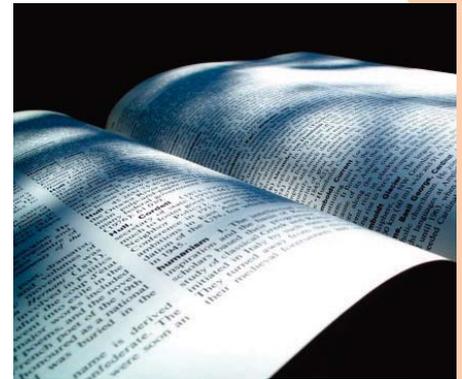
Ce qu'il est intéressant à noter est que ces interprétations, aussi différentes soient-elles, se rejoignent toutes autour d'un point focal, un point de convergence, une sorte de régularité dessinant par une solidarité des énoncés produits sur *Nedjma*. Quel est ce point ? Il s'agit de la considération de ce roman, selon des stratégies discursives différentes, comme étant intrinsèquement lié à son contexte d'émergence, à savoir la Guerre d'Algérie. Et cela pose directement une série de questions relatives aux thématiques art et politique, écriture et colonisation.

Prenant acte des travaux d'historiens, notamment ceux de Daniel Rivet à travers son ouvrage *Le Maghreb à l'épreuve de la colonisation*², ma thèse pose comme postulat la différence constitutive existant entre l'Algérie, le Maroc et la Tunisie, à savoir que le premier a été une colonie et les deux autres des protectorats. Daniel Rivet affirme à cet égard :

« La durée et l'intensité de la colonisation en Algérie ont été traumatisantes, les Algériens en portent encore les stigmates et les « rapatriés » conservent un complexe d'abandon et le sentiment d'être des mal-aimés en France. L'Algérie et l'Afrique du Sud sont des cas limites de colonisation, où la déchirure de la société atteint un paroxysme »³.

L'objet de ma recherche est de comprendre comment cette spécificité historique se décline sur le plan de l'écriture et, plus globalement, sur celui de l'identité et cela à partir d'un corpus constitué, selon mes évaluations, d'une soixantaine d'œuvres romanesques de langue française, écrites entre 1945 et 1970 par des écrivains se revendiquant comme algériens. Ces œuvres, je les ai sélectionnées selon la méthodologie suivante, à savoir que j'ai relevé dans les revues littéraires françaises et algériennes, contemporaines de cette époque, les noms d'auteurs ainsi que les noms d'œuvres le plus souvent citées.

C'est ainsi que sont donc présentes dans mon corpus d'études des œuvres littéraires telles que *Nedjma* ou le *Polygone Etoilé*⁴ de Kateb Yacine, *La Répudiation*⁵ de Rachid Boudjedra, *La Soif*⁶, *Les Impatients*⁷ d'Assia Djébar mais aussi *La Grande Maison*⁸ ou *L'Incendie*⁹ de Mohammed Dib. Car quand ce dernier, en 1958, dans le cadre d'une interview télévisée, affirmait : « Avec le Français sur ma terre, s'était allumé un incendie qui ne s'éteindrait jamais »¹⁰ et qu'à la même époque Kateb Yacine dit « la langue française est mon butin de guerre » avouant un peu plus tard se sentir



être « l'écrivain que cette même langue française a le plus aliéné »¹¹, tous deux révèlent le poids du regard de l'Autre, du Français, du Colon.

Ce regard, pourrais-je dire, est récusé car contraignant et en même temps toujours recherché, toujours désiré au sens où il incarne une réelle instance *validante* ainsi qu'une source potentielle de reconnaissance. C'est de cette manière que nous pourrions, par exemple, comprendre le roman *L'Opium et le Bâton*¹² de Mouloud Mammeri, à l'intérieur duquel le personnage principal, s'exprimant à son amante française, annonce avec terreur : « Un jour, toi, je te tuerai mais avant cela, des nuits entières, tu me diras les couleurs de l'amour que tu me portes »¹³. Il s'agira donc pour moi de m'interroger sur cette écriture fascinée et horrifiée à la fois par un objet vers lequel elle ne cesse pourtant de tendre. Quelles significations cela peut-il revêtir ?

Toute ma volonté est de pouvoir appréhender une production littéraire qui prendrait en compte à la fois l'univers socioculturel collectif mais aussi et surtout la capacité individuelle de chaque personnalité artistique à insuffler une poésie singulière parvenant socialement et esthétiquement à faire sens.

Kaoutar HARCHI

1. KATEB Yacine, *Nedjma*, Seuil, 1956, Paris.

2. RIVET Daniel, *Le Maghreb à l'épreuve de la colonisation*, Hachette Littérature, Paris, 2002.

3. RIVET Daniel, « Le Maghreb, avant, pendant et après la colonisation », *La Revue pour l'intelligence du Monde*, mai-août 2009, p. 125.

4. KATEB Yacine, *Le Polygone Etoilé*, Seuil, Paris, 1966.

5. BOUDJEDRA Rachid, *La Répudiation*, Denoël, Paris, 1969.

6. DJEBAR Assia, *La Soif*, Julliard, Paris, 1957.

7. DJEBAR Assia, *Les Impatients*, Julliard, Paris, 1958.

8. DIB Mohammed, *La Grande maison*, Seuil, Paris, 1952.

9. DIB Mohammed, *L'Incendie*, Seuil, Paris, 1952.

10. *Op. cit.*, p. 125.

11. CARPENTIER Gilles, Kateb Yacine, *Le poète comme un boxeur. Entretiens 1958-1989*, Éditions du Seuil, 1994.

12. MAMMERI Mouloud, *L'Opium et le bâton*, Plon, Paris, 1965.

13. *Op. cit.*, p. 149.

DIRE EN LANGUES

Myriam ACHOUR est anthropologue et chargée d'enseignement à l'Université de Tunis. Chercheure post-doc associée à l'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain, elle y conduit le projet *Dire en langues : pour une approche située des pratiques linguistiques*.

Les langues servent par essence à formuler des pensées, mais elles expriment dans le même temps des choses au-delà des propos formellement tenus. Le projet « Dire en langues » mené à l'IRMC a pour ambition d'examiner ces interstices, ces espaces situés entre, d'un côté, les acteurs sociaux en tant que locuteurs et, de l'autre, les signifiés.

La situation linguistique en Tunisie se caractérise par l'utilisation de trois langues qui sont le tunisien, langue établie dans les pratiques, le français et l'arabe classique, choisi comme langue nationale. Les places et les rôles de chacune de ces langues ont souvent fait l'objet de débats assez passionnés reliant souvent la langue utilisée à des revendications identitaires plus larges.

De plus, il semble qu'on assiste actuellement à un déplacement, au niveau des pratiques linguistiques, de l'emploi des langues habituellement dévolues à des espaces différents. Cette modification se manifeste par une double caractéristique : d'une part, faire explicitement de la (des) langue(s) des échanges quotidiens le support spécifique de l'expression dans la sphère

publique et, d'autre part, utiliser une graphie inédite insérant des chiffres et un alphabet latin pour l'écriture en tunisien. Cette transformation en matière de pratiques linguistiques s'observe fortement sur les terrains médiatiques (la chaîne de radio Mosaïque FM, la chaîne de télévision Nessma), sur les terrains culturels (notamment chez des artistes émergents comme le rappeur Balti ou le slameur Hatem Karoui) et sur ceux des nouvelles technologies (SMS et internet).



Les études portant sur le langage et les langues relèvent généralement de la linguistique. Dans cette optique linguistique, il s'agit de se focaliser sur les qualités des langues naturelles en elles-mêmes : l'étude des aspects formels comme l'ordre des mots dans la phrase ou les séquences de mots dotés de signification. Il s'agit finalement de l'étude de ce qu'est le langage (A. Duranti, 2003, p. 45). Ce n'est pas l'approche retenue dans ce travail. Il s'agira plutôt de s'intéresser, dans une perspective anthropologique, aux rapports tant matériels que symboliques entre le langage et les acteurs sociaux. La langue et le langage employés migrent donc analytiquement du

point de vue d'un système linguistique pour être approchés chez l'anthropologue comme une pratique sociale à part entière.

P. Bourdieu (1982) et E. Goffman (1981) avaient déjà montré comment des pratiques langagières pouvaient être analysées comme pratiques sociales. Le champ de l'anthropologie linguistique commence cependant à s'imposer comme un champ de recherche à part entière où le langage est considéré comme « ressource culturelle », et le dire (« speaking ») comme une « pratique culturelle ». Cela « suppose que la faculté de langage humain est une réalisation cognitive et sociale qui fournit les outils intellectuels pour penser et agir dans le monde » (A. Duranti, 2001, p. 8899). Ce travail cherche ainsi à montrer l'intérêt qu'une ethnographie de la parole peut offrir pour une meilleure compréhension de la dynamique sociale contemporaine.

Myriam ACHOUR

BIBLIOGRAPHIE

- BOURDIEU Pierre, 1982, *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard.
- DURANTI Alessandro, 2001, « Linguistic anthropology », in *International Encyclopedia of the Social & Behavioral Sciences*, pp. 8899-8906.
- DURANTI Alessandro, 2003, « Il parlare come pratica sociale », in G. Mantovani (ed.), *Manuale di psicologia sociale*, Florence, pp. 45-61.
- GOFFMAN Erving, 1981, *Forms of talk*, Philadelphia : University of Pennsylvania Press.

IRMC INFOS

Les arrivées

Kaoutar HARCHI est doctorante en sociologie des oeuvres d'art à l'Ecole doctorale des Arts et Médias (Sorbonne Nouvelle). Sa thèse s'intitule *Ecritures de l'identité. Les écrivains algériens francophone. Post-colonialité et pratiques littéraires*. Elle a rejoint l'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain pour une BMD (Bourse Moyenne Durée).

Christophe PERREIRA est chercheur post-doc au Conseil supérieur de la recherche scientifique en Espagne (CSIC) affecté à l'Institut des Etudes islamiques du Proche-Orient de Saragosse. Son travail s'intitule *Désémentation, grammaticalisation et innovations linguistiques dans le*

parler arabe des jeunes hommes de Tripoli (Libye). Il a rejoint l'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain pour une BCD (Bourse Courte Durée).

TANIT LAGÜENS est historienne de l'art, elle est en master *Muséographie interactive et didactique* à l'université de Barcelone. Elle a rejoint l'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain pour une BMD (Bourse Moyenne Durée).

Evènement

L'IRMC participera pour la deuxième fois consécutive à la **Foire du Livre** du Kram du 23 avril au 2 mai 2010. L'Institut disposera comme l'année précédente d'un espace sur le stand français, où, ses publications et un catalogue analytique des auteurs seront disponibles à la consultation.

AGENDA DES MANIFESTATIONS ORGANISÉES PAR OU EN PARTENARIAT AVEC L'IRMC 2010

✓ 7 avril 2010 (Tunis)

Journée d'étude en hommage à Claude LEVI-STRAUSS, coorganisée par le département de sociologie, Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis et l'IRMC.

✓ 13 avril 2010 (IRMC-Tunis)

Le tourisme dans l'empire français. Politiques, pratiques et imaginaires (XIX^e-XX^e siècles)

Présentation d'ouvrage à l'IRMC par les auteurs : Colette ZYTNIKI (maître de conférence en histoire contemporaine, Université de Toulouse-Le Mirail) et Habib KAZDAGHLI (professeur d'histoire contemporaine à l'Université de la Manouba).

✓ 14 avril 2010 (IRMC -Tunis)

Le métissage alimentaire en Méditerranée
Conférence à l'IRMC de Expiracion GARCIA SANCHEZ (chercheuse à l'Ecole des études arabes (CSIC) de Grenade) et Sihem DABBABI MISSAOUI, (professeur de littérature, chercheuse à l'Université de la Manouba), organisée dans le cadre du cycle de conférences *Mobilités, cultures et identités en Méditerranée*.



✓ 16 - 17 avril (IRMC-Tunis)

Réunion de lancement du programme de recherche de l'IRMC : *Contribution par l'archive au renouveau de « l'histoire coloniale »*. *Evolution des villes sous domination française. Urbanisme, architecture, patrimoine*, sous la responsabilité de Charlotte JELIDI.

✓ 20 avril 2010 (Sfax)

Le territoire, une notion toujours pertinente ?

Conférence de Pierre SIGNOLES (Professeur de géographie, Université de Tours) organisée par l'IRMC en collaboration avec le laboratoire Syfacte

et la faculté des Lettres et sciences humaines de Sfax.

✓ 21 avril 2010 (IRMC-Tunis)

L'enseignement de l'arabe dans les écoles italiennes sous le Protectorat

Table ronde organisée dans le cadre du séminaire conjoint 2009-2010 IRMC-Musée de l'éducation : *Les manuels scolaires de l'enseignement primaire dans la Tunisie contemporaine : conception, contenus et usages*. Intervention de Leïla ADDA (historienne à ISHMN, Université de la Manouba), modérateur Habib KAZDAGHLI (historien, Université de la Manouba).

✓ 23 avril (Tunis)

Conférence de Michel CAMAU, (professeur des Universités émérite d'Aix-en-Provence). En collaboration avec le séminaire *le leadership au Maghreb*, organisé par le laboratoire Diraset (Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis), sous la responsabilité de Mouldi LAHMAR.

✓ 30 avril 2010 (IRMC-Tunis)

Conférence de Yadh BEN ACHOUR (professeur à la Faculté des Sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis), dans le cadre du cycle de conférences *Reconfigurations religieuses. Significations et problèmes d'approche* organisé en partenariat avec le laboratoire Diraset.

✓ 6 mai 2010 (IRMC-Tunis)

Littérature et société

Journée d'étude organisée à l'IRMC, sous la responsabilité de Kaoutar HARCHI, doctorante en sociologie des oeuvres d'art, Université de Paris 3.

✓ 14 mai 2010 (IRMC-Tunis)

Les diplômés des grandes écoles au Maghreb

Conférence d'Eric GOBE (chargé de recherche à l'IREMAM) et Catherine MARRY (directrice de recherche au CNRS, Centre Maurice Halbwachs).

✓ 4 juin 2010 (IRMC-Tunis)

Les postcolonialismes, caractéristiques et orientations : présentation de l'ouvrage *L'Occident décroché*

Conférence de Jean-Loup AMSELLE, Centre d'études africaines, EHESS.

✓ 10 juin 2010 (IRMC-Tunis)

Individualisation du croire et formes de la communalisation religieuse

Conférence de Danièle HERVIEU-LEGER, directrice d'études Centre de sociologie du travail et des arts (CESTA) dans le cadre du cycle de conférences *Reconfigurations religieuses. Significations et problèmes d'approche* organisé

en partenariat avec le laboratoire Diraset.

✓ 16 juin 2010 (IRMC-Tunis)

Migrations et cultures dans la Méditerranée

Conférences de Vittorio COTESTA (Professeur à l'Université Rome 3) et de Hassan BOUBAKRI, maître de conférence, Université de Sousse organisées dans le cadre du cycle de conférences *Mobilités, cultures et identités en Méditerranée*.

✓ 18 juin 2010 (IRMC-Tunis)

L'expérience des images

Conférence de Thierry DUFRENE, professeur d'histoire de l'art contemporain Université Paris Ouest Nanterre

✓ Juin 2010 (Tunis) date à préciser

Le masculin et le féminin à travers les manuels

Table ronde organisée dans le cadre du séminaire conjoint 2009-2010 IRMC-Musée de l'éducation : *Les manuels scolaires de l'enseignement primaire dans la Tunisie contemporaine : conception, contenus et usages*. Intervention de Leïla BLILI (historienne, Université de la Manouba).

MANIFESTATIONS SOUTENUES PAR L'IRMC

✓ 15 - 17 avril 2010 Tunis (TUNISIE)

Eau, lien social et dynamiques locales
Colloque International organisé par l'Association Tunisienne de Sociologie, l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française, le Laboratoire Régions et Ressources Patrimoniales de Tunisie. Sous la responsabilité de Hassane Mouri.

✓ 28 - 30 avril 2010 (Tunis)

L'écriture historique dans le monde arabo-islamique : du récit et de la tradition au texte et au document

6ème colloque international et pluridisciplinaire organisé par Le Laboratoire du monde arabo-islamique médiéval, Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis et avec le soutien de l'IRMC, sous la responsabilité de Radhi DAGHFOUS, directeur du laboratoire.

✓ 5-8 juillet 2010

Les représentations sociales

10ème conférence internationale organisée par la Société tunisienne de sociologie et soutenue par l'IRMC sous la responsabilité de Dorra BEN ALAYA et Tarek BELLAJ.

LES VILLES DURABLES AU MAGHREB ET EN MÉDITERRANÉE : ENJEUX SCIENTIFIQUES ET ENJEUX OPÉRATIONNELS

Pierre-Arnaud BARTHEL est géographe et urbaniste au CEDEJ du Caire où il a la responsabilité du pôle *Villes et développement durable*.

Lamia ZAKI est chercheuse en sociologie politique à l'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain où elle est en charge du programme intitulé *Transformations de l'action publique urbaine au Maghreb*.

L'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC) de Tunis a organisé en partenariat scientifique avec le Centre d'études et de documentation économiques, juridiques et sociales (CEDEJ) du Caire et avec le soutien financier de la Caisse des dépôts et consignations françaises (CDC) et de l'Agence française de développement (AFD) ainsi que de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) deux journées d'étude sur les enjeux scientifiques et opérationnels des villes durables au sud et à l'est de la Méditerranée. La manifestation s'est tenue à Hammamet les 29 et 30 janvier 2010 ; elle a rassemblé quatre-vingt participants dont une trentaine d'intervenants dont les présentations ont porté sur près d'une dizaine de pays (Maroc, Algérie, Tunisie, Egypte, Liban, Syrie, Jordanie, Iran, Turquie).

Ces rencontres n'ont pas été conçues comme une nouvelle manifestation pour dissenter sur ce que pourrait, devrait ou ne devrait pas être la ville durable, avec l'idée sous-jacente qu'il existerait une « bonne » définition de la ville durable, un modèle intangible reproductible quel que soit le contexte.

L'idée de départ visait davantage à se concentrer sur une aire géographique qui n'est pas considérée comme précurseur, loin s'en faut, en termes de développement urbain durable (DUD), mais où le concept connaît aujourd'hui une diffusion accélérée notamment sous la pression de bailleurs de fonds qui conditionnent leur aide au respect de certains indicateurs et prescriptions. Le « durable » est-il pour autant vecteur d'un renouvellement des modes de faire la ville, ou observe-t-on surtout des éléments de continuité derrière le credo du changement ? Quels retours d'expériences peut-on faire de la décennie écoulée et quels enseignements en tirer tant pour les chercheurs que pour les acteurs opérationnels ?

La « ville durable » apparaît à la fois comme une notion très consensuelle (qui

peut aujourd'hui être contre ?) mais aussi comme une notion qui, en raison de son caractère multidimensionnel et très polysémique, recèle d'emblée la production de conflits d'intérêts, d'interprétations, d'objectifs... Mais en rassemblant chercheurs et professionnels de la fabrication des villes, et sans que les participants se placent ni dans l'enthousiasme débordant, ni dans le soupçon systématique par rapport à ce nouveau référentiel d'action, les journées ont tenté de mettre en débat le DUD à travers cinq ateliers et une table ronde.

Atelier 1 : Faire la preuve du durable en architecture et en urbanisme au sud de la Méditerranée : inventer son propre modèle ?

Le premier atelier a porté sur les projets d'éco-quartiers lancés ces dernières années au sud et à l'est de la Méditerranée. Il s'agissait notamment de voir si cette première génération d'opérations relève de la réimposition de modèles et de « bonnes pratiques » expérimentés au Nord ou si elle illustre au contraire l'invention de modèles spécifiques et d'un nouvel urbanisme propre au monde arabe. L'atelier s'est révélé novateur dans la mesure où il a mis en évidence la floraison insoupçonnée d'opérations qui se présentent d'ores et déjà dans le monde arabe comme de l'urbanisme « durable ».



A travers la présentation d'initiatives au Maroc et en Egypte, il a permis de montrer que le privé joue au sud de la Méditerranée un rôle d'initiateur sans doute plus fort qu'en Europe, notamment en raison de l'absence de réglementation ou de système incitatif

institutionnalisés visant la maîtrise des impacts des implantations urbaines sur l'environnement et surtout visant des exigences en matière d'emploi d'éco-technologies, de matériaux, de densité. Certains des projets présentés (notamment réalisés sur des sites naturels sensibles ou très excentrés par rapport aux centres urbains existants) ont pu apparaître, hormis leur aspect plutôt fécond de « niches expérimentales », en contradiction avec les préceptes essentiels du développement durable, même si à l'échelle des projets les économies d'énergie ont été maximisées et que l'emprise au sol a révélé une volonté d'économie du foncier.

Atelier 2 : Refaire la ville (habitat social, réhabilitation, patrimoine) et développement durable, une tautologie ?

L'atelier visait à montrer de quelle manière la notion de développement urbain durable transforme (ou pas) les politiques déjà bien rodées d'intervention dans l'informel et les tissus médinaux expérimentées dans certains pays depuis les années 1960-1970. Il a mis en évidence l'existence de quelques expériences novatrices qui intègrent la dimension sociale du développement durable, mais qui manquent parfois de portage politique (dans le cas du Maroc par exemple) ou qui s'avèrent peu cumulatives puisqu'elles peuvent soudain être remises en cause par l'Etat (cas de l'Algérie).

D'une manière générale, force est de constater à l'écoute de cet atelier une grande continuité dans les manières de faire du relogement ou de la réhabilitation dans ces pays depuis les années 1970. Certains participants ont pu ainsi (chercher à) réinterpréter sous le prisme de la ville durable des actions de réhabilitation de quartiers « spontanés » qui ont été répliquées depuis plusieurs décennies, sans que les modes de faire n'évoluent vraiment en profondeur.

Atelier 3 : Rendre possible une ville durable : changements d'échelle, outils et planification territoriale

Le troisième atelier s'est attaché à saisir le dimensionnement du développement urbain durable à l'échelle des aires urbanisées. L'épreuve pour les décideurs et professionnels consiste en effet à élaborer des instruments (planification et autres outils) permettant de dépasser les éco-

quartiers d'exception (atelier 1), les quartiers historiques patrimonialisés ou informels réhabilités (atelier 2).

Certaines initiatives d'intégration du développement urbain durable dans les politiques sectorielles et de la planification stratégique ont été présentées. L'analyse des scènes de négociation et d'apprentissage du développement urbain durable a mis en lumière un certain nombre d'innovations dans le format des rencontres, les échelles d'action et les techniques convoquées pour créer un langage commun entre acteurs (par exemple l'organisation d'un forum national sur le développement urbain en janvier 2009 au Maroc). Elle a cependant aussi montré la distance entre le discours et la mise en place de véritables stratégies mettant au centre du processus les collectivités territoriales, ainsi que l'absence de véritables moyens financiers pour la mise en œuvre des plans d'action préconisés. Enfin, l'importance des enjeux liés au foncier a été soulignée, notamment au regard des phénomènes d'étalement urbain observables dans l'ensemble des pays du sud de Méditerranée.

■ Atelier 4 : Gouvernement des villes au sud de la Méditerranée. Mise à l'agenda du durable et mutation des pratiques professionnelles

Ce quatrième atelier s'est intéressé à la mise à l'agenda du durable dans le gouvernement urbain et à la question de sa traduction opérationnelle. Portant sur la Syrie, le Maroc, la Turquie (Istanbul) et les Emirats, les présentations ont montré que le concept de développement urbain durable avait largement pénétré le champ sémantique des politiques publiques de ces pays, notamment à travers l'apparition d'un arsenal législatif de plus en plus conséquent (lois, codes, normes) et d'outils contractuels plus incitatifs (chartes, etc.). Au-delà des effets d'affichage, les contributions ont mis en évidence l'importance des contextes locaux dans la traduction des injonctions internationales.

Les présentations viennent infirmer l'idée, véhiculée par une partie de la littérature scientifique ou militante, selon laquelle le développement durable ne peut/doit se décliner que « par le bas », et constitue avant toute chose un vecteur de mobilisation sociale, un « coagulant » pour fédérer des collectifs non institutionnels. On a pu ainsi voir que le concept travaille des échelles plus larges que l'échelle locale et fait aussi l'objet d'impulsions, d'impositions, de réappropriations « par le haut », au niveau des pouvoirs centraux des régimes et participe à l'introduction de nouvelles manières de travailler.



Cependant, la mise en pratique des nouveaux discours de l'action urbaine « durable » demeure limitée et l'opérationnalisation du développement urbain durable est encore timide. Les interventions ont mis en lumière les contradictions générées par les politiques urbaines tournées vers le développement durable, les discordances et interférences entre échelles ainsi que la difficile territorialisation des politiques de DUD. Le développement durable apparaît aussi (parfois surtout) comme un registre alibi pour les pouvoirs publics. Les stratégies d'instrumentalisation politique du concept sont nombreuses, et permettent notamment d'agréger au risque de la confusion des stratégies disparates.

■ Atelier 5 : Energie, services urbains et entreprises à l'épreuve de la ville durable : la triple épreuve de la qualité, de la performance et de l'équité

Cet atelier était consacré à l'évolution des formes et des logiques de gestion de l'énergie et des services urbains dans les villes du sud et de l'est de la Méditerranée. Les intervenants se sont intéressés à la question de la gouvernance urbaine ainsi qu'aux ressorts et aux limites du processus de décentralisation lancé, notamment au Maghreb, depuis la fin des années 1980. Si la ville apparaît comme l'échelle territoriale la plus pertinente pour assurer un développement urbain efficace tout en favorisant l'intégration des populations à ce processus, on constate que les transferts de compétences concédés aux communes ne s'accompagnent la plupart du temps pas d'un transfert de moyens (financiers mais aussi humains et techniques) suffisant.

En cas d'absence de transfert de nouvelles ressources aux collectivités, deux options principales apparaissent pour faire face aux défis de la gouvernance et de la gestion urbaines : celle d'une reprise en main par l'Etat à travers des opérateurs publics ou ses services déconcentrés ; celle d'une délégation des services publics à des opérateurs privés. Concernant la gestion des déchets, mais le constat est valable pour d'autres secteurs, il apparaît cependant que

les collectivités sont insuffisamment préparées à ce partenariat avec le secteur privé et manquent souvent d'expérience pour le gérer, comme l'exemple d'Alexandrie en Egypte a pu le révéler (contrat avec Véolia).

Une table ronde a réuni de nombreux acteurs du projet Taparura à Sfax (Tunisie)

Riadh Hentati, PDG de la société Taparura, a présenté le projet, son histoire et a détaillé l'opération de sauvetage du front littoral situé juste en continuité de la médina et de la ville européenne de Sfax. En situation péri-centrale, le foncier du projet a dû être dépollué et reprofilé. A présent, l'assiette foncière est prête pour être viabilisée et lotie. L'enjeu est la reconquête de la façade maritime sur un site travaillé par l'usine d'extraction des phosphates qui a longtemps pollué le littoral. Une réarticulation de la façade sur la ville existante est en réflexion.

La table ronde a permis de réunir des consultants de renom en Tunisie : Morched Chabbi, Henda Gafsi et Jellal Abdelkafi. Tous trois ont pu présenter leur contribution à la réflexion : réflexion urbanistique, études de marché, paysagement. L'aménageur est actuellement dans une phase de réflexion intense pour engager son projet dans une démarche d'urbanisme durable, même si comme Henda Gafsi le résumait, « il est difficile de faire du DD, car il faut le faire avec des «éco-citoyens» et des «éco-gestionnaires» ». Un débat s'en est suivi permettant d'expliquer les possibles évolutions du projet et la difficulté de programmer du logement social compte tenu des investissements colossaux engagés pour dépolluer le site.

Enfin une visite de terrain du lac de Tunis (projet environnemental et projet urbain) s'est déroulée le dimanche 31 janvier 2010 avec la Société de Promotion du Lac de Tunis (SPLT)

Un exposé a été proposé par Tarek Bouguerra, directeur de l'urbanisme à la SPLT, qui a retracé la genèse et l'évolution du projet au plan des partis pris d'aménagement, depuis Hans Barreth (dans les années 1980), à Yves Lion (actuellement en cours d'étude sur la partie nord-ouest) en passant par Jellal Abdelkafi (partie est) et la surimposition du projet Tunis City Sports de l'investisseur émirati Bukhater. Naceur Ben Maïz, directeur de l'exploitation du Lac, a ensuite présenté le sauvetage écologique de la lagune et évoqué les questions de maintenance de la qualité du plan d'eau.

Pierre-Arnaud BARTHEL
Lamia ZAKI

STAGE DE TERRAIN

Gaëlle GILLOT est maître de conférence en géographie à l'Université Paris 1-Panthéon-Sorbonne et chercheuse à l'Institut d'Études du Développement Économique et Social (IEDES). Elle a été l'organisatrice et l'accompagnatrice, avec Olivier D'Hont, du stage accueilli par l'IRMC

La spécialité « développement local : acteurs et dynamiques spatiales » du Master « Etudes du développement » de l'IEDES se fonde sur des analyses pluridisciplinaires de terrain prenant en compte non seulement les aspects sociaux et économiques des situations locales mais également les réalités spatiales et anthropologiques. Un des terrains privilégiés de cette spécialité est la ville dans sa complexité et ses gradients les plus variés. Après 2 années à Istanbul, le stage collectif de terrain a cette année été organisé à Tunis, soutenu financièrement par l'IEDES et l'Isted, accueilli par l'IRMC et avec l'appui scientifique de l'ASM (Association de Sauvegarde de la Médina). Son but était d'accompagner la formation théorique par une expérience in situ en groupe et encadrée, reproduisant plus ou moins une situation professionnelle de terrain, en associant la transmission de pratiques et de savoirs grâce à des rencontres d'analystes ou d'acteurs locaux du développement invités à faire des présentations.

Le principe du terrain était fondé sur l'arpentage, cher aux géographes, et l'observation sensible de la ville. Le cadre était la médina de Tunis. Classée patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1979, la médina possède un tissu urbain traditionnel, en pleine mutation, propre à des observations extrêmement riches. 21 étudiants répartis en 5 groupes ont, durant 6 jours plein, observé, décrit, photographié, relevé et cartographié des bâtiments, des rues, des activités, des pratiques et des



ambiances propres à la médina, selon plusieurs thématiques qu'ils avaient choisies à l'issue d'une première journée de découverte libre dans la ville de Tunis : le commerce, l'alimentation, la mise en patrimoine et le tourisme, le bâti et les équipements. Leurs observations se sont fondées sur des grilles de lecture, déterminées en fonction des thématiques, par les étudiants eux-mêmes, encadrés par les enseignants accompagnateurs. Il s'agissait pour les étudiants de tirer une analyse construite des situations observées, de réaliser des typologies et de les décrire le plus justement possible, pour ensuite proposer un parcours thématique dans la médina représentatif de leurs conclusions.

Chaque soir, après les présentations de chercheurs ou d'acteurs locaux du développement invités, un débriefing s'est tenu à l'IRMC au cours duquel chaque groupe exposait aux autres les éléments les plus marquants des tissus urbains et des thématiques explorés dans la journée. Ces séances ont guidé les étudiants dans leur travail d'observation et de description, les ont entraînés à se poser des questions complémentaires sur des éléments qu'ils ne remarquaient pas, les ont obligés à préciser leur regard et leur vocabulaire, dans l'objectif de préparer la séance de restitution qui a eu lieu à Tunis face à un public de chercheurs, architectes, enseignants et étudiants qui connaissent bien la ville. Il a permis d'avoir une expérience d'observation, description et analyse d'un site qui leur était inconnu, qui les dépaysait (l'organisation d'une médina répond à des logiques différentes des villes européennes modernes et a pu provoquer chez des étudiants un sentiment de perte de repères) et permettait donc de tester et de mettre à l'épreuve leur pratique de l'observation en l'affinant et la précisant chaque jour davantage. Le positionnement de l'observateur sur le terrain, pas toujours facile à régler, l'interaction avec les personnes rencontrées et le statut de la parole recueillie ont donné lieu à des expériences très enrichissantes, inattendues et parfois très drôles pour tout le groupe, et ont donné l'opportunité de questionner la pratique de l'observation.

Le stage de terrain avait également pour objet la rencontre d'acteurs variés intervenant à des degrés divers dans l'analyse ou le développement de la ville ou du pays qui ont donné aux étudiants l'occasion d'acquérir des connaissances

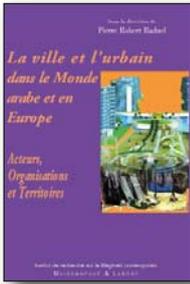


finies de la situation urbaine tunisienne et de réfléchir aux pratiques de développement local et régional en Tunisie et d'une façon plus générale. A l'occasion d'une sortie dans le Golfe d'Hammamet nous avons pu nous rendre compte sur place des réalisations et des stratégies en cours en Tunisie. Les présentations complémentaires des chercheurs Leila Ammar (Ecole d'Architecture de Tunis) et Charlotte Jelidi (IRMC) respectivement sur l'évolution de la ville de Tunis et sur la ville européenne et la présentation de préparation à la sortie de terrain à Hammamet de Mohamed Hellal (Université de Monastir), ont jeté des bases solides de compréhension des enjeux liés à l'aménagement de la capitale et des régions tunisiennes. L'Association de Sauvegarde de la Médina a présenté son approche prudente de la réhabilitation des bâtiments et a été un lieu de recherche de conseils et d'informations toujours très ouvert pour nos étudiants ; l'IRMC nous a grand ouvert ses portes facilitant beaucoup les démarches sur place et offrant un cadre serein et très précieux pour les présentations de nos invités de même que pour les débriefings auxquels ont participé des chercheurs de l'Institut ; nous avons pu comprendre le point de vue de deux bailleurs de fonds importants pour le développement grâce aux présentations des stratégies en Tunisie de l'AFD d'une part et de celle de l'Union Européenne d'autre part ; la politique tunisienne de réhabilitation et de mise à niveau des réseaux des quartiers périphériques illégaux nous a été expliquée lors d'une séance très instructive organisée à l'ARRU (Agence de Rénovation et de Réhabilitation Urbaine).

Ainsi le stage collectif de terrain de la spécialité « Développement local » est désormais devenu un temps très fort de la formation dont les retombées méthodologiques, d'apprentissage et d'expérience sont extrêmement positives.

Gaëlle GILLOT

2 0 0 9



Pierre Robert BADUEL (dir.), 2009, *La ville et l'urbain dans le Monde arabe et en Europe. Acteurs, Organisations et Territoires*, coll. Connaissance du Maghreb, Maisonneuve & Larose, Paris, 235 p. ISBN : 978-27-7068-1998-8.

La ville a constitué un élément majeur du processus historique de civilisation. Avec la réduction progressive des sociétés paysannes et une urbanisation quasi généralisée qui fait pratiquement s'équivaloir la modernité et l'urbain, la ville a connu au cours du XX^e siècle des transformations radicales par rapport aux siècles antérieurs et occupe désormais, à différents niveaux (local, national et international), une place stratégique dans les enjeux sociétaux, économiques et politiques. Les études réunies dans le présent ouvrage portent plus particulièrement sur les aires arabe et européenne, s'étalent chronologiquement du XVII^e au XXI^e siècle, décrivent dans des contextes différents les stratégies et les formes de négociations de différents segments sociaux.



Pierre Robert BADUEL (dir.), 2009, *Chantiers et défis de la recherche sur le Maghreb contemporain*, Karthala, Paris, 602 p. ISBN : 978-2-8111-0163-3.

Depuis la fin des années 1990, on a assisté en France au « retour de la question coloniale » et à l'émergence d'une « question postcoloniale ». La concurrence des mémoires communautaires devient l'enjeu d'un débat sociétal mais aussi d'un débat cognitif. Le présent ouvrage a été conçu comme une participation à ces débats. Il se veut une illustration des nombreux et riches chantiers ouverts par les sciences humaines et sociales sur le Maghreb contemporain, ses populations et leur devenir, dans l'espace national comme à travers ses diasporas européennes, dans un espace postcolonial. Il montre comment, en se consolidant et en se renouvelant dans ses différentes disciplines, la recherche maghrébine et européenne s'est efforcée de relever un double défi : celui d'une « mémoire juste » et de « récits fiables ».



Houda LAROUSSE, 2009, *Micro-crédit et lien social en Tunisie. La solidarité instituée*, coll. Hommes et sociétés, Karthala, Paris, 304 p. ISBN : 978-2-8111-0197-8.

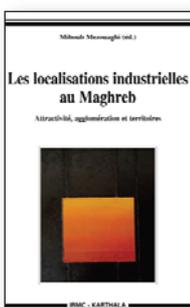
Le micro-crédit est souvent présenté comme un outil de développement local ou de lutte contre la pauvreté. Cet ouvrage l'aborde dans ses capacités à construire du lien social. À partir d'enquêtes menées dans la banlieue ouest de Tunis, il propose une radioscopie sociologique argumentée, des deux principaux dispositifs existant sur le marché tunisien. L'ouvrage montre que les solidarités construites en dehors de l'État l'aident à mener à bien sa politique de l'emploi pour les plus pauvres. Il montre aussi comment les bénéficiaires « jouent » de tactiques, du formel à l'informel, entre les deux programmes financiers proposés par l'État et par l'ONG. Il illustre les effets du micro-crédit sur la valorisation des femmes par l'insertion professionnelle, l'émancipation familiale, sociale et politique, et la construction identitaire.



Sylvie MAZZELLA (dir.), 2009, *La mondialisation étudiante. Le Maghreb entre Nord et Sud*, coll. Hommes et sociétés, IRMC - Karthala, Paris, 404 p. ISBN : 978-2-8111-0307-1.

Ce livre pose un autre regard sur le sens des transformations en cours de l'enseignement supérieur et des mobilités étudiantes Sud-Nord et Sud-Sud. Comment les universités maghrébines s'adaptent-elles au processus de Bologne dit LMD ? De quelles manières les Etats du Maghreb autorisent-ils l'ouverture d'universités privées nationales et étrangères ? Depuis 2005, quelle politique d'immigration des étudiants, la France met-elle en place dans les pays d'origine ? A un moment de restriction de l'accès aux universités publiques européennes et américaines, les auteurs analysent également un autre volet rarement exploré jusqu'ici : la venue au Maghreb d'étudiants étrangers issus du reste du continent africain. Des changements sociaux significatifs sont analysés tels que l'implication de nouveaux entrepreneurs du savoir brouillant la frontière public/privé, le profil du « bon » étudiant du Sud dans la mondialisation,

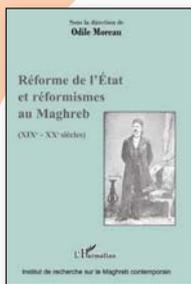
et la constitution d'une nouvelle élite subsaharienne formée au Maghreb issue des classes moyennes et supérieures, et dont la demande sociale produit déjà ses effets en termes de politiques publiques d'enseignement et d'immigration.



Mihoub MEZOUAGHI (dir.), 2009, *Les localisations industrielles au Maghreb. Attractivité, agglomération et territoires*, coll. Hommes et sociétés, Karthala, Paris, 335 p. ISBN : 978-2-8111-0182-4.

Au cours de ces dernières années, les pays du Maghreb ont montré une aptitude inédite à l'attraction d'investissements étrangers dans des secteurs d'activité diversifiés. Pour autant, peuvent-ils s'affirmer comme de nouveaux espaces de localisation industrielle ? Des pôles de compétitivité peuvent-ils y émerger ? Cet ouvrage propose une analyse originale des logiques de localisation industrielle en Algérie, au Maroc et en Tunisie, en mobilisant deux concepts clés : celui de l'attractivité et celui de l'agglomération.

Sur la base d'enquêtes de terrain, l'ouvrage propose d'examiner les déterminants de l'attractivité des pays du Maghreb, de qualifier les localisations industrielles observées dans les métropoles, leur périphérie et dans des pôles régionaux intégrés ; enfin, de vérifier dans quelle mesure et sous quelles conditions l'agglomération des activités productives se traduit par la formation de « territoires de production ».



Odile MOREAU (dir.), 2009, *Réforme de l'État et réformismes au Maghreb (XIX^e - XX^e siècles)*, coll. Socio-anthropologie des mondes méditerranéens, L'Harmattan, Paris, 368 p. ISBN : 978-2-296-11087-8.

Deux approches caractérisent cet ouvrage qui revisite les notions plurielles de «réforme» et de «réformisme» dans l'espace méditerranéen des XIX^e et XX^e siècles : d'une part, le croisement des historiographies, entre ottomanisme et formation des États-nations dans le monde arabe; d'autre part, une réflexion sur les mécanismes d'emboîtement des aires culturelles et des représentations qui les animent au Maghreb, par comparaison avec la Turquie et le Moyen-Orient. Cette recherche à plusieurs voix s'articule autour d'interrogations communes relatives aux temporalités des mutations institutionnelles et de l'élaboration de cadres nouveaux, aux instruments et aux médiateurs des réformes selon les pays concernés, ainsi qu'aux enjeux de l'« intériorisation » de nouvelles normes et valeurs culturelles.



Lamia ZAKI (dir.), 2009, *Terrains de campagne au Maroc. Les élections législatives de 2007*, coll. Hommes et sociétés, IRMC - Karthala, Paris, 330 p. ISBN : 978-2-8111-0257-9.

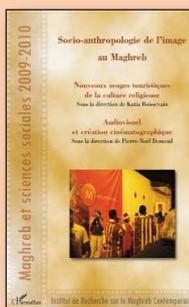
Pour ceux qui, depuis le début des années 1990, annoncent la démocratisation du régime marocain, les législatives de septembre 2007 ont constitué une nouvelle étape dans la libéralisation politique du pays. En privilégiant une lecture ethnographique des mobilisations et en explorant les terrains de la campagne électorale, cet ouvrage s'intéresse aux acteurs de l'évolution de l'élection « vus d'en bas » : depuis les meetings, dans les campagnes de porte-à-porte, au sein des équipes de soutien des partis, voire des associations qui s'engagent dans le scrutin. Quelles stratégies électorales mettent-ils en oeuvre ? A qui s'adressent-ils ? Comment s'organisent les réseaux électoraux pour convaincre et remporter les votes ?



Maghreb et sciences sociales 2008. Les processus d'émergence. Trajectoires asiatiques, latino-américaines, et est-européennes : perspectives maghrébines, Thème sous la direction de Yamina MATHLOUTHI, Études, L'Harmattan, Paris, 269 p. ISBN : 978-2-296-07662-4.

L'apparition d'espaces de croissance accélérée, en dehors du monde industrialisé, est un des phénomènes les plus importants des années 1980. Quand peut-on dire qu'un pays est émergent ? Quel est le poids de ce type de pays dans l'économie mondiale ? Qu'ont-ils en commun sinon de susciter l'appréhension des pays riches ? En quoi différent-ils des autres pays en développement et des pays industrialisés ? Quelles ont été les réformes engagées dans ces pays ? Quelle est la nature et l'ampleur de leurs interactions avec le reste du monde et comment réagissent-ils à la nouvelle crise ? Les articles proposés apportent d'importants éléments de réponses à ces questions.

2 0 1 0



Maghreb et sciences sociales 2009-2010. Socio-anthropologie de l'image au Maghreb, « Nouveaux usages touristiques de la culture religieuse », Thème sous la direction de Katia BOISSEVAIN ; **« Audiovisuel et création cinématographique »**, Thème sous la direction de Pierre-Noël DENIEUIL, L'Harmattan, Paris, 334 p. ISBN : 978-2-296-11633-7.

Mémoire et représentation du patrimoine, image et communication sociale, telle est la thématique transversale aux deux dossiers présentés dans cette livraison de *Maghreb et sciences sociales 2009-2010* : « Socio-anthropologie de l'image au Maghreb ». Le premier dossier, *Nouveaux usages touristiques de la culture religieuse*, pose la question de la construction sociale de la mémoire du patrimoine et de sa représentation par une mise en images dont l'observation ethnographique s'efforce de décrypter la symbolique, la ritualisation, les usages par les individus et les groupes de touristes. Le second dossier, *Audiovisuel et création cinématographique*, questionne la production cinématographique et sa diffusion de masse tant sous l'angle de son ancrage institutionnel et politique, que par référence à sa capacité à rendre compte du réel. Qu'elles soient mentales ou physiques, ces images sont organisées sur le mode de la mise en spectacle, touristique ou cinématographique, dans le but d'émuouvoir, et de parler à une autre dimension de notre rationalité, voire de manipuler (préjugé négatif) ou de conscientiser (préjugé positif) l'identité des populations qui les reçoivent. Enfin la section "Recherche en cours" de ce numéro, propose la présentation d'une étude sur les terrains linguistiques, pour une ethnographie de la parole.

Clémentine GUTRON, 2010, *Jeux généalogiques sur l'Antiquité : l'archéologie en Tunisie (XIX^e-XX^e siècles)*, IRMC - Karthala, Paris. (sous presse)

À la croisée de l'histoire des savoirs, de l'anthropologie historique et de l'historiographie, *Jeux généalogiques sur l'Antiquité* analyse la constitution d'un domaine de connaissance précis, l'archéologie, dans une Tunisie tant coloniale qu'indépendante. Comment cette discipline qui revendique à juste titre un crédit de scientificité, se trouve-t-elle enrôlée dans des logiques d'affirmation impériale puis nationale ? Comment la définition des identités et des patrimoines évolue-t-elle dans des contextes politiques et mémoriels différents ? Quels Anciens sont-ils promus Ancêtres dans les constructions généalogiques tunisiennes d'hier et d'aujourd'hui ?

Ce livre qui offre une contribution originale à l'histoire des relations culturelles entre la France et la Tunisie, présente la particularité de combiner deux approches, celles de l'historien et de l'anthropologue.

HORAIRE

Horaires d'ouverture
de la salle de lecture

Janvier-juin/septembre-décembre :
les jours ouvrables, du lundi au vendredi :

9h -17h

Juillet : les jours ouvrables, du lundi au
vendredi : 8h30 à 14h30

Fermeture annuelle : le mois d'août

LA BIBLIOTHÈQUE
EN CHIFFRES

4245

Nombre de visiteurs en 2009

6195

Nombre de consultations en 2009

19

Moyenne de visiteurs par jour en 2009

368

Nombre de nouveaux inscrits en 2009

708

Nombre de nouvelles acquisitions en 2009

La Lettre de l'IRMC vous propose pour son troisième numéro de découvrir les derniers dons institutionnels reçus à la bibliothèque depuis le début de l'année 2010. L'ensemble des dons des particuliers figurera dans le prochain numéro.

AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

FRANCE. Agence française de développement - AFD (Paris) Adapter l'aide de la France aux défis d'un monde changeant. - Paris : Agence Française de Développement, 2008. Cote: Br 30076

FRANCE. Agence française de développement - AFD (Paris) Patrimoine culturel et développement = Cultural heritage and development. - Paris : Agence Française de Développement, 2007. JACQUET, Pierre. Préf. Cote: Br 30061

FRANCE. Agence française de développement - AFD (Paris) Santé : l'aide en santé dans les pays en développement, par ceux qui la vivent = Health : health aid in developing countries, by those acting in the field. - Paris : Agence Française de Développement, 2009. SEVERINO, Jean-Michel. Préf. Cote: Br 30062

FRANCE. Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) Changements climatiques. - Paris : Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM), 2007. Cote: Br 30088

FRANCE. Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) Financer la lutte contre le changement climatique. - Paris : Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM), 2009. Cote: Br 30064

DAFFLON Bernard ; MADIES Thierry. Décentralisation : quelques principes issus de la théorie du fédéralisme financier. - Paris : Agence Française de Développement, 2008. Cote: M 30096

DESSUS Benjamin. Les transports face aux défis de l'énergie et du climat. - Paris : Agence Française de Développement, 2009. Cote: Br 30084

GILBERT Guy. Fiscalité locale : une grille de lecture économique. - Paris : Agence Française de Développement, 2009. Cote: Br 30085

GIRAUD Pierre-Noël ; LOYER Denis. Capital naturel et développement durable en Afrique. - Paris : Agence Française de Développement, 2006. Cote: Br 30083

HERVE Fanny. Intégrer les populations démunies dans les villes sud-africaines. - Paris : Agence Française de Développement, 2009. Cote: M 30100

LAUTIER Marc. Les exportations de services de santé des pays en développement : le cas tunisien. - Paris : Agence Française de Développement, 2005. Cote: M 30095

LHERIAU Laurent. Précis de réglementation de la microfinance. - Paris : Agence Française de Développement, 2009. Cote: M 30098

PRAGER Jean-Claude ; THISSE, Jacques-François. Les enjeux géographiques du développement économique. - Paris : Agence Française de Développement, 2009-06. Cote: M 30099

TUNISIE : financer la maîtrise de l'énergie : actes de la conférence internationale, Hammamet (Tunisie), 2007. - Paris : Agence Française de Développement, 2008. Cote: M 30097

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

كامل مجموعة سلسلة دراسات برلمانية من العدد 01 إلى العدد 24. وقائع الندوة الوطنية حول الدستور (3 مجلدات) طبعة جديدة لمناقشات المجلس القومي التأسيسي مجلدان كتاب معرض الدستور.

FONDATION HANNS SEIDEL

REVUE ALGERIENNE DES SCIENCES JURIDIQUES ECONOMIQUES ET POLITIQUES
المجلة الجزائرية للعلوم القانونية والاقتصادية والسياسية
Année : 2003 ; Numéro : 4 ; 34(05) RSJ(65)

REVUE TUNISIENNE DE FISCALITE
المجلة التونسية الجبائية
Année : 2007-2009 ;
Numéro : 7 / 9 / 11 ; SPE

REVUE MAROCAINE D'ADMINISTRATION LOCALE ET DE DEVELOPPEMENT
Thèmes actuels
المجلة المغربية للإدارة المحلية والتنمية. مواضيع الساعة
Année : 2009 ; Numéro : 63 / 64 ; 35(05) RMA(64)

BACCOUCHE, Néji Droit fiscal général. - Sfax : Impr. Novaprint, 2008. Cote: M 30295

Droits de l'homme et développement durable : quelle articulation ?. - Paris : l'Harmattan, 2008. SEDJARI, Ali. Dir. Cote: M 30299

Energie, changements climatiques et développement durable : le cas des pays Maghrébins. - La Manouba : Centre de Publication Universitaire, 2010. HADDDAD, Mohamed. Dir. Cote: M 30301

Fiscalité et mondialisation : actes du colloque organisé à Tunis les 14 et 15 avril 2005. - Tunis : Faculté de Droit et des Sciences Politiques de Tunis. - 198 p. ; 24 cm. Notes bibliogr. - Dédicace de l'auteur. Résumé en : Français BEN LETAIEF, Mustapha. Dir. Cote: M 28882

FRANCE. Société Française pour le Droit International - SFDI (Strasbourg) Les métamorphoses de la sécurité collective. Droit pratique et enjeux stratégiques journée franco-tunisienne. - Paris : A. Pedone, 2005. Cote: M 30308

La justice pénale : quelle évolution ?. Actes du colloque international Jendouba - Tabarka 8-9-10 mars 2007 = أشغال الملتقى الدولي جنودية طبرقة 8-9-10 مارس . - Jendouba 2007 .
Faculté des sciences juridiques économiques et de gestion de Jendouba, [2008]. LOUED, Mohamed Naceur. Dir. Cote: M 30303

La politique européenne de voisinage et le Maghreb : Textes présentés au troisième colloque international organisé par le laboratoire prospectives, stratégie et développement durable de la faculté des sciences économiques et de gestion de Tunis, Hammamet le 1 et 2 juin 2007, édité par Mohamed Haddar. - Tunis : Délégation de la Commission européenne en Tunisie, 2008 DL. HADDAR, Mohamed. Ed. Cote: M 29601

La sanction : anciennes solutions et nouvelles tendances. Actes du colloque des 28 février et 1er mars 2003. - La Manouba, 2004. BERTEGI, Brahim. Dir. Cote: M 30306

Le droit des entreprises publiques : actes du colloque tenu à la Faculté de droit et des sciences politiques de Tunis les 11 et 12 mars 2005. - [Tunis] : Association tunisienne de droit administratif, [2005]. BEN SALAH, Hafedh. Dir. ; AOUIJ MRAD, Amel. Dir. Cote: M 28414

Les nouveautés du droit des marchés publics : à la lumière du décret n° 2002-3158 du 17 décembre 2002 modifié et complété par les décrets n° 2003 - 1638 du 4 août 2003 et n° 2004-2551 du 2 novembre 2004. Actes de la journée d'étude organisée le 3 avril 2003 avec mise à

jour. - Tunis : Faculté de droit et des sciences politiques de Tunis, [2003]. BEN LETAIEF, Mustapha. Ed. Cote: M 30302

Les objectifs du millénaire pour le développement et les pays du Maghreb. - Tunis : Centre de Publication Universitaire, 2009. HADDAR, Mohamed. Ed. Cote: M 29600

Les servitudes administratives : actes du colloque organisé à Sousse les 18 et 19 février 2005. - Sousse : Faculté de droit et des sciences économiques et politiques de Sousse, 2005. JENAYAH, Mohamed Ridha. Dir. Cote: M 30304

L'évolution contrastée du contentieux administratif : actes du colloque des 5 et 6 mars 2004 = التطور المتباين أعمال ملتقى 5 و6 مارس 2004 للنزاع
Tunis : Faculté des sciences juridiques, - politiques et sociales de Tunis, 2006. BERTEGI, إبراهيم. Dir. ; MOUSSA, Fadhel. Préf. ; Cote: M 30307 تقديم. فاضل. موسى, إبراهيم.

REDISSI, Hamadi, Le pacte de Nadjd : ou comment l'islam sectaire est devenu l'islam. - Paris : Seuil, 2007. Cote: M 29118

Rencontres internationales de la Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis (7 ; 6-8 avril 2006 ; Tunis) Acteurs non étatiques et droit international . - Paris : A. Pedone, 2007. BEN ACHOUR, Rafâa. Dir. ; LAGHMANI, Slim. Dir. Cote: M 30298

SCHOLLER, Heinrich, Réflexions critiques sur le droit allemand et les systèmes juridiques comparés 2. - Rabat : REMALD, 2007. Cote: M 30300

TUNISIE. Association tunisienne de droit pénal Droit pénal à l'épreuve du terrorisme : Tunis 27-28-29 juin 2002. - Tunis : Association tunisienne de droit pénal, [2003]. Cote: M 30309

TUNISIE. Université de La Manouba ; Ecole supérieure de commerce. Unité de recherche gestion des organisations L'entreprise tunisienne à l'heure de la libération : travaux de recherches du colloque de mai 2001. Cote: M 30305

بوسطعة، صالح؛ الوسيط في قانون الحالة المدنية. - تونس : منشورات المطبعة الرسمية للجمهورية التونسية، 2010 - 530 ص.؛ 24 سم. Cote: M 30310.

تونس. الجمعية التونسية لحماية الطبيعة والبيئة تطوير إدارة النفايات الحضرية و تدويرها في البلاد التونسية. - تونس : الجمعية التونسية لحماية الطبيعة والبيئة. - [d.s.] ص 120 : جداول، صور، صورة ملونة على الغلاف؛ 24 سم Cote: M 30311

INSTITUT ROYAL DE LA CULTURE AMAZIGHE

ALAHYANE, Mohamed Etudes anthropologiques en anti-atlas occidental : Lakhsass . - Rabat : Institut Royal de la Culture Amazighe, 2004. Cote: M 30111

CHAFIK, Mohammed A brief survey of thirty-three centuries of Amazigh History . - Rabat : Institut Royal de la culture Amazighe, 2005. AZERIAH, Ali. Trad. ; SAIB, Jilali. Ed. Cote: M 30112

KAMEL Saïd. Lexique Amazighe de géologie. - Rabat : Institut Royal de la culture Amazighe, 2006. Cote: M 30113

MAHDI, Mohamed Irguiten : monographie d'une tribu du Haut-Atlas. - Rabat : Institut Royal de la culture Amazighe, 2007. Cote: M 30114

MAROC. Institut Royale de la Culture Amazighe. Centre de la Traduction, de la Documentation de l'Édition et de la Communication (Rabat) Répertoire des travaux de recherche sur l'Amazighe (1). - Rabat : Institut Royal de la Culture Amazighe, 2005 DL. HILILE Larbi. Ed. Cote: M 30150

BULLETIN D'INFORMATION DE L'INSTITUT ROYAL DE LA CULTURE AMAZIGHE نشر إخبارية للمعهد الملكي للثقافة الأمازيغية N° 11 ; PER BIN ; 2009 ;

PÉRIODIQUES

ANNALES DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION ; Année : 2008 ; SPE ASE

ANNALES DES SCIENCES JURIDIQUES حوليات العلوم القانونية ; 2008 ; SPE ASJ

PER ANN ; 2008 ; حوليات ANNALES

BANQUE CENTRALE DE TUNISIE. BALANCE DES PAIEMENTS DE LA TUNISIE ; 2008 ; 339.5(05) BCT

BANQUE CENTRALE DE TUNISIE. PERIODIQUE DE CONJONCTURE ; 2009 ; N° 85 ; 336.71(05) BAN

CAHIERS DU CENTRE DE RECHERCHES CHRONIQUES YEMENITES حوليات يمنية ; 2009 ; N° 16 ; 3(533)(05) CHR(44) ;

HISTORIQUES ; 2009 ; N° 44 ; 93(05) CCR(44) DETTE EXTERIEURE DE LA TUNISIE ; 2008 ; 336.1(05) DET

N° 43 ; 39(05) ; 2009 ; انسانيات ; 2009 ; 39(05) ; 2009 ; INSANIYAT INS(65)

INSIGHT TURKEY ; 2010 ; N° 1 ; 32(05) INT(561)

ISLAM ARASTIRMALARI DERGISI ; 2008 ; N° 19 ; 297(05) IAD(560)

LA REVUE SADIKIENNE المجلة الصادقية ; 2009 ; N°: 52 ; 087(05) S D

2009 ; 3(05) CSC(65) ; 2009 ; 3(05) CSC(65) ;

JOURNAL DES ANTHROPOLOGUES ; 2008-2009 ; N° 114-119 ; 39(05) AFA(44)

QANTARA ; 2009 ; N° 74 ; 087(=927)(05) QAN(44)

REGARDS SUR LA TERRE ; 2009 ; PER REG

REVUE TUNISIENNE DE COMMUNICATION المجلة التونسية لعلوم الاتصال ; 2009-2008 ; N° 51 - 52 ; 070.1(05) RTC

REVISTA CIDOB D'AFERS INTERNACIONALS ; 2009 ; N° 88 ; 327(05) RCI(460) SAVOIRS COMMUNS ; 2009 ; N° 5-6 ; PER SAV

STATECO ; 2009 ; N° 104 ; 312(05) STA(44)

STATISTIQUES FINANCIERES ; 2009 ; N° 168 ; 336.71(05) BAN



ENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS

Inscription

Pour obtenir gratuitement une carte de la Bibliothèque de l'IRMC, il convient de présenter une pièce d'identité officielle et, pour les étudiants, l'attestation d'inscription universitaire en cours de validité (ou la carte d'étudiant annuelle).

La carte de lecteur qui vous est délivrée est valable pour un an (renouvelable).

Elle doit être déposée sur le bureau du documentaliste responsable de la salle de lecture, à chaque visite.

Autres pièces à produire pour une première inscription :

- Étudiants LMD : une photo d'identité ; une photocopie de la carte d'étudiant ; une photocopie de la carte d'identité nationale ;
- Chercheurs et universitaires : une photo d'identité ; une photocopie de la carte d'identité nationale (ou une attestation de fonction si la mention du statut d'universitaire n'est pas indiquée sur la carte d'identité nationale).

Renseignements assurés par des documentalistes

- Accès sur place aux bases bibliographiques en Intranet (2 postes de travail réservés aux recherches des lecteurs)
- Accès aux bases de données numériques via le portail « BiblioSHS » (30 mn réservées à chaque consultation).

Conditions d'accès aux documents

Consultation exclusivement sur place : des fiches de demande de consultation sont à votre disposition. Entre 13h et 14h, la bibliothèque reste ouverte, mais les demandes de consultation sont différées.

Prêt extérieur : non
Prêt inter-bibliothèques : non

Thèses

Consultation et reproduction partielle soumises à autorisation des auteurs.

Autres services

- Reproduction d'extraits d'ouvrages ou d'articles sur demande : 0, 070 DT la page, payables à l'avance en cas de reproduction différée ; certains documents fragiles sont exclus de la photocopie.
- Impression à partir des bases de données numériques : 0, 100 DT la page.

Renseignements pratiques :
bibliotheque@irmcmaghreb.org

Public

Universitaires, chercheurs et étudiants LMD.

Séminaires et colloques

✓ 02- 03 avril 2010, Tunis (TUNISIE)

Formation et employabilité

Colloque organisé par le CERES et l'institut national du travail et des études sociales, Tunis

CERES, 23 rue d'Espagne, 1000 Tunis

Contacts : Ali.belhaj@gnet.tn

✓ 15 - 16 avril 2010, Oujda (MAROC)

Banques et institutions de micro finance : partenaires ou véritables concurrents sur la voie d'un développement soutenable

Colloque international organisé par l'Université Mohamed Ier, faculté des sciences juridiques économiques et sociales d'Oujda. Contact :

rifkigestion1@gmail.com (Samira Rifki)

✓ 15 - 17 avril 2010, Tunis (TUNISIE)

Eau, lien social et dynamiques locales

Colloque International organisé par l'Association Tunisienne de Sociologie,

l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française, le

Laboratoire Régions et Ressources

Patrimoniales de Tunisie.

Contacts : Hassane Mouri :

hassanmouri@hotmail.com ; Denis Salles :

dsalles@univ-tlse2.fr

✓ 19-21 avril 2010, Sfax (TUNISIE)

Rôles des lettres, arts et humanités dans le monde d'aujourd'hui et de demain

Premières journées doctorales organisées par l'Ecole doctorale en lettres, arts et humanités de l'Université de Sfax

Contact : Mohsen Dhieb, directeur de

l'Ecole doctorale

Mail : edlah2010@yahoo.fr

Tél (216) 74 670 544

✓ 20 - 22 avril 2010, Annaba (ALGERIE)

Environnement urbain et développement durable. Entre discours politiques et pratiques d'aménagement

Séminaire international organisé par

l'Université Badji Mokhtar – Annaba –

Faculté des Sciences de la Terre,

département Aménagement.

Laboratoires de Recherche

« Ressources Naturelles et Aménagement »,

« Architecture et Urbanisme ».

✓ 26 - 28 avril 2010, Bruxelles (BELGIQUE)

Migrations, pluralisation et ethnicisation des sociétés contemporaines. Nouvelles perspectives empiriques et théoriques

Colloque organisé dans le cadre des

activités du GT 18 Ethnicité, migrations et

citoyenneté avec l'École Doctorale de

Université Libre de Bruxelles. Institut de Sociologie.

Contact : Secrétariat du Colloque, Irina

Bussoli, METICES-GERME.

Tel. +32 (2) 650 31 82/3798

Fax. +32 (2) 650 46 59

✓ 06 - 07 mai 2010, Tunis (TUNISIE)

Identités en mutation : L'Europe et le Bassin méditerranéen

Colloque organisé par le CERES et la

Maison des sciences de l'homme, Nantes

CERES, 23 rue d'Espagne, 1000 Tunis

Contacts : webmaster@ceres.rnrt.tn

John.tolan@univ-nantes.fr

✓ 25 - 26 mai 2010, Lille (FRANCE)

Patient, personne, citoyen, client... usager ? Place, rôles et figures mouvantes dans le champ de la santé. Analyse et perspectives critiques

2^{ème} colloque international francophone

organisé par l'équipe Communication -

Systèmes, Interactions, Santé (C-SIS)

Contact : Cédric Routier :

cedric.routier@istc.fr

✓ 27 - 29 mai 2010, Courtrai (BELGIQUE)

Migration et identités interculturelles et/en espaces frontaliers (XIX^e et XX^e siècles)

Colloque international organisé par Le

Centre d'Histoire des Relations

Interculturelles.

Site web CHIR colloque : www.kuleuven-

kortrijk.be/chir/colloque

✓ 09 - 12 juin 2010, Dijon (FRANCE)

Recherche et Environnement : quelle place pour les sciences humaines et sociales ?

3^{ème} Colloque organisé par l'Association

pour la recherche en Psychologie

Environnementale (ARPEnv) et l'Université

de Bourgogne. Date limite de soumission :

1er mars 2010. Contact : Pr. Karine Weiss,

Université de Bourgogne.

Tel : +33 6 33 87 38 89 ;

Fax : +33 3 80 39 67 02

✓ 17 - 19 juin 2010, Paris (FRANCE)

Fins d'empire

Congrès annuel de la Société française

d'histoire de la colonisation française,

Université Paris 8 (Vincennes - Saint Denis).

Contact : fchsparis@gmail.com ;

http://www.frenchcolonial.org

✓ 18 juin 2010, Paris (FRANCE)

2ème Journée d'études des doctorants en

sociologie des groupes professionnels

Organisée par RT1 de l'AFS « Savoirs,

Travail et Professions ». Date limite

d'envoi des résumés : 15 février 2010,

à IRESCO, 63 rue Pouchet, Paris 17^e.

✓ 21- 23 Juin 2010, Tunis (TUNISIE)

Stratégies de développement : Quel chemin parcouru ? Quelles réponses face aux nouvelles contraintes économiques et climatiques ?

VI^{ème} colloque international organisé par le laboratoire Prospective, Stratégie et développement Durable (FSEG Tunis).

Contact et informations : www.ps2d.net

✓ 21 - 24 juin 2010, Genève (SUISSE)

Relations intergénérationnelles, enjeux démographiques

XVI^e Colloque international de l'AIDELF

(Association internationale des

démographes de langue française)

“Relations intergénérationnelles enjeux

démographiques”.

Contact : AIDELF, 133, boulevard Davout

75980, Paris-Cedex 20 ;

http://www.aidelf.org

✓ 26 - 28 juin 2010, Oran (ALGERIE)

Regard sur le terrain : le national et le local en Afrique du Nord

Colloque annuel de l'Institut américain

d'études maghrébines.

Contact : www.cema-northafrica.org ;

contact@cema-northafrica.org

✓ 29 - 30 juin 2010, Saint-Louis (SÉNÉGAL)

Regards croisés sur les migrations internationales féminines et la protection sociale

Rencontre internationale, organisée par le

Groupe d'Études et de Recherches sur les

Migrations et Faits de Sociétés (GERM) à

l'Université Gaston Berger de Saint-Louis

(Sénégal). Date limite des propositions de

communication : 1^{er} mars 2010.

Contact : germ@germ.sn

✓ 8 - 9 juillet 2010, Casablanca (MAROC)

Professions et métiers dans le monde méditerranéen

Deuxième Colloque international organisé

par CR 32 de l'AISLF (Savoirs, métiers,

identités professionnelles) en coopération

avec L'Ecole Hassania des Travaux Publics

de Casablanca.

Contact et informations : Grazia Scarfo

Ghellab ; grazia.scarfo@gmail.com

✓ 9 - 23 juillet 2010, Tunis (TUNISIE)

26ème session de l'académie internationale de droit constitutionnel

Cité des sciences, Boulevard du 7

novembre , BP 72, 1013 Menzah 4

Contact : Tél : 71 753 724 ;

Fax : 71 234 475

✓ 11 - 17 juillet 2010, Göteborg (SUEDE)

Congrès 2010 de l'Association internationale de sociologie

Communication à rendre avant le 4 mai 2010.

Contact : http://www.isa-sociology.org/congress2010/fr/dates_importantes.htm

✓ 19 - 24 juillet 2010, Barcelone (ESPAGNE)

Congrès Mondial des Études sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord

Colloque organisé par L'Institut Européen de la Méditerranée (IEMed)

Contact : Tél : +34 93 244 98 50

Fax : +34 93 247 01 65

Courriel : wocmes@iemed.org

✓ 24 - 29 septembre 2010, Hammamet (TUNISIE)

Les systèmes de santé en transition : les régulations actuelles et futures dans l'Union Européenne et son voisinage méditerranéen

Colloque organisé dans le cadre des 8^{ème} journées internationales d'études Jean Monnet. Contact : Université Montesquieu – Bordeaux IV ; vvars.bernard@yahoo.fr

✓ 7-8 octobre 2010, Paris (FRANCE)

L'eau dans la ville, du Maghreb au Moyen-Orient : accès, gestion et usages

Journées d'Etudes Internationales organisées par le Laboratoire SEDET – GREMAMO Université Paris 7 Diderot.

Contacts : Sylviane Cheminot :

Tél : (+ 33) 1 57 27 72 79,

laboratoire.sedet@univ-paris-diderot.fr ;

Isabelle Nicaise : Tél : (+ 33) 1 57 27 72 78

isabelle.nicaise@univ-paris-diderot.fr ;

www.sedet.dr2.cnrs.fr

✓ 28, 29 et 30 octobre 2010, Rabat (MAROC)

Commerce, croissance et devenir de l'intégration en Méditerranée. Attractivité, migrations et régionalisation

Colloque international organisé par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC, Genève), La Commission Économique pour l'Afrique des Nations Unies (UNECA), la Faculté des sciences économiques et de gestion - Université Lumière Lyon 2, Lyon et la faculté des sciences juridiques, économiques et sociales- Université Mohamed V – Souissi – Rabat

Date limite d'inscription : 12 juillet 2010

Contact : ColloqueRabat2010@wto.org

Appels à contributions

Les nouvelles formes de solidarité dans un monde en mutation

Faculté des lettres et des Sciences Humaines de Sfax. Département de Sociologie.

Date limite : 2 mai 2010

Contact : Moncef Guebsi

Courriels : moncefsocio@gmail.com

moncef.gabsi@flshs.rnu.tn ; mounisai@yahoo.fr

Tél : (+216) 74 670 558 ; (+216) 74 670 557

Fax : (+216) 74 670 540

Le lien intergénérationnel : entre transmissions et tensions

Pour le n° 8 janvier 2011 de la revue Recherche familiales

Date limite : 15 mai 2010

Catégorisation et politique

Numéro thématique de la revue Émulations

Les contributions sur ce thème sont attendues pour le **1^{er} juin 2010 au plus tard**

Contacts Stéphane Baele :

stephane.baele@fundp.ac.be ; redac@revue-emulations.net

Informations : www.revue-emulations.org

Les études d'urbanisme : territoires et usages sociaux des savoirs urbains

Revue Géocarrefour vol. 85

Date limite des articles : 15 juin 2010 qui

seront adressés à la revue et aux coordinateurs. Les contributeurs intéressés sont invités à signaler leur projet aux coordinateurs du dossier. Les articles seront évalués en double aveugle et les auteurs recevront notification de la décision (et des instructions de correction) au plus tard au 15 septembre 2010.

Contacts : Bilel Benbouzid :

bilel.benbouzid@entpe.fr ; Gilles Bentayou :

gilles.bentayou@free.fr,

geocarrefour@revues.org

Commerce et culture : analyse géographique

Numéro spécial de la revue Géographie et cultures. Evaluation auprès du comité de lecture de la revue : **1^{er} septembre 2010**

Numéro dirigé par : Nathalie Lemarchand,

Géographe, Professeure à l'Université de

Paris 8 (Vincennes - St-Denis),

nlemarchan@aol.com

Envoi des propositions : Les propositions de textes doivent être envoyées par mail à Nathalie Lemarchand et à l'adresse de la revue Espaces et culture :

revue.geographie.cultures@gmail.com

Atelier méthodologique sous-régional sur les sciences sociales en Afrique

Session 2010 pour l'Afrique du Nord **(13 au 19 ou 20 au 26 septembre 2010 à Djerba -TUNISIE)**

Thème : Terrains et théories de l'enquête qualitative. Contacts : Ateliers méthodologiques sous-régionaux CODESRIA de Dakar, Sénégal. Tél : (+221) 33 825 98 22/23 Fax : (+221) 33 824 12 89

methodological.workshop@codesria.sn

Site web : <http://www.codesria.org> et le

CRASC d'Oran,

Tel : (+213) 41 58 32 77 /81/84

Fax : (+213) 41 58 32 86

E-mail : methodological.workshop@crasc.org

Appel à candidatures pour Ecole doctorale

Concurrences pour l'accès aux ressources rurales : avenir des petites paysanneries et souveraineté alimentaire

Rencontre doctorales organisées par l'Université de Paris Ouest-Nanterre (Ecole doctorale Milieux, Cultures et Sociétés du Passé et du Présent, et laboratoire GECKO), l'Institut de Recherches sur le Maghreb Contemporain (IRMC), Social Research Center (SRC) – American University in Cairo (AUC), l'Institut Universitaire de France. Contacts: Habib Ayebe et Frédéric Landy, Ecole doctorale : Milieux, Cultures et Sociétés du Passé et du Présent, (Université de Paris Ouest-Nanterre-La Défense)

8 mai 2010 : Date limite pour l'envoi des candidatures. Pour toute information ainsi que pour les envois de candidatures, écrire à Valérie Le Toux : valerie.letoux@wanadoo.fr

Pour toute proposition d'insertion d'informations (appels à communications, contributions ou autres), merci de contacter le service communication de l'IRMC : hayet.naccache@irmcmaghreb.org

Responsable de la Lettre de l'IRMC : Pierre-Noël Denieuil

Responsable Communication : Hayet Naccache

Secrétaire de rédaction : Romain Costa

Conception graphique et PAO : Bisma Ouraïed

IRMC, 20 rue Mohamed Ali Tahar, Mutuelleville, 1002 TUNIS

Tél : (+216) 71 796 722 / Fax : (+216) 71 797 376

E-mail : direction@irmcmaghreb.org

Site internet : www.irmcmaghreb.org

